

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 311 - AVRIL 2020 HEBDO 1

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 311

Zooms spéciaux Covid-19 - Hebdo 1 Avril 2020 :

- Viandes bovines
- Lait de vache
- Viande ovine
- Lait de chèvre et viande

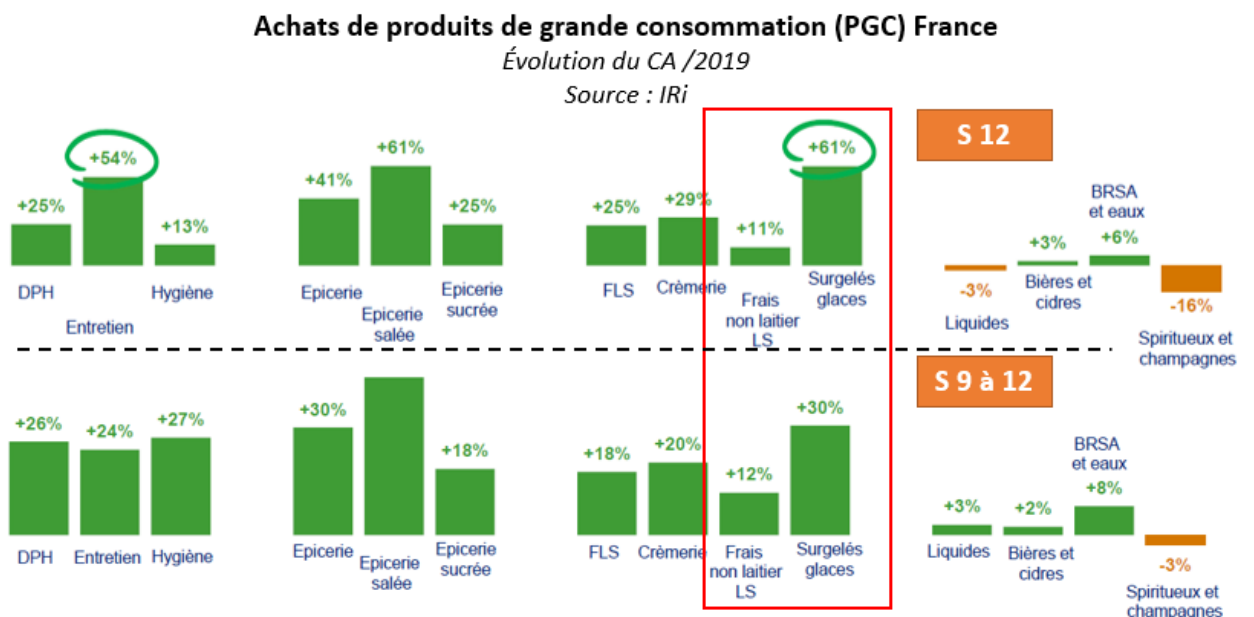
Covid-19, la situation au 1er avril pour le secteur bovin viande en France et en Europe

Le confinement généralisé en Europe pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 a un impact très fort sur le marché de la viande bovine. RHD à l'arrêt, achats des ménages par à-coups, les opérateurs naviguent à vue. Les envois se poursuivent en broutards, la demande italienne ne faiblissant pas. La viande de veau pâtit du resserrement des gammes. La valorisation des peaux devient problématique.

Reconfiguration de la consommation en France

Entre les deux allocutions du Président de la République (les 12 et 16 mars), les Français s'étaient précipités dans les différents points de vente de commerce de détail (cf focus précédent). Depuis, d'après l'IRI (institut spécialisé dans l'analyse du marché des produits de grande consommation à partir des sorties caisse des magasins), malgré le « sur-stockage » lié à l'annonce du confinement, les achats de produits de grande consommation ont progressé de façon très dynamique sans atteindre le niveau historique de la semaine 11.

Même si les achats typiques de stockage (pâte, riz...) sont toujours plébiscités, leur niveau de progression tend à se tasser. La multiplication des repas pris à domicile pousse les consommateurs à modifier leurs achats. D'après l'IRI, ceux-ci se tournent notamment vers les surgelés : toutes les catégories de surgelés salés voient leurs ventes s'accroître. En semaine 12, les achats de surgelés et glaces (parmi lesquels les viandes congelées) ont ainsi nettement progressé (+61% /2019). Les produits frais non laitiers (parmi lesquels les viandes réfrigérées) ont également augmenté, dans une moindre mesure (+11% /2019 en semaine 12 et +12% /2019 en cumul sur les semaines 9 à 12).



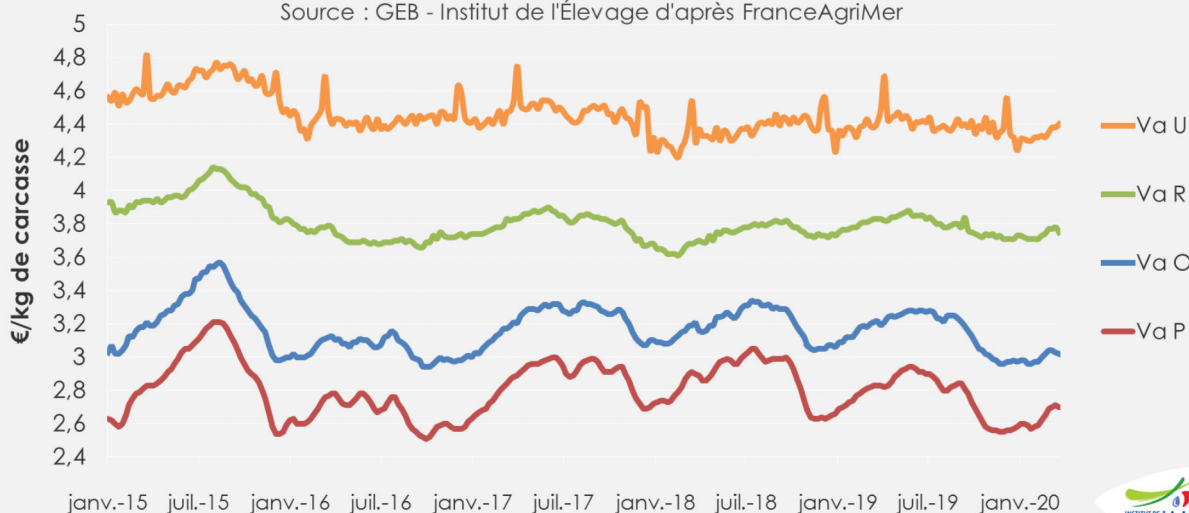
Femelles en France : repli des abattages

En semaine 13, le rythme des abattages de gros bovins est désormais à la baisse (-19% /2019) d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Entre les semaines 9 et 13, le recul des abattages de réformes allaitantes est désormais conséquent (-5% /2019).

Entre les semaines 12 et 13, les cours des réformes se sont légèrement repliés, à l'exception des meilleures conformations. Les cotations des vaches P et O ont perdu 1 centime par kg de carcasse et celle de la vache R en a perdu 3. Seule la vache U s'est appréciée de 2 centimes. La vache P cotait ainsi 2,70 €/kg éc (-5% /2019), la vache O 3,02 €/kg éc (-6% /2019), la vache R 3,75 €/kg éc (-2% /2019) et la vache U 4,40 €/kg éc (= /2019).

Cotations françaises des vaches

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



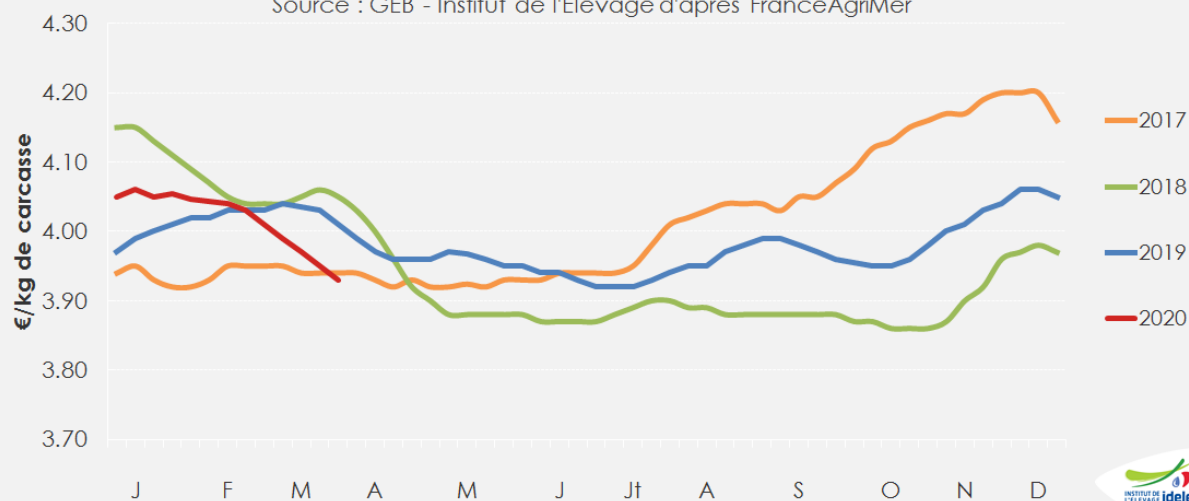
Jeune bovin en France : reflux des abattages en semaine 13

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, après une forte hausse en semaine 12 (+15% /2019), les abattages de JB de type viande ont reculé de 16% en semaine 13 : dans ces conditions, il reste difficile d'anticiper une tendance. Les à-coups dans les commandes des grossistes italiens et grecs notamment compliquent la lisibilité du marché. Les aloyaux restent par ailleurs difficiles à valoriser. La situation est encore plus complexe en JB laitiers. Ces animaux sont en plus grande proportion destinés à la RHD et quand ils entrent en GMS c'est en complément de l'offre de vaches laitières, qui sont actuellement nombreuses à attendre d'être réformées. Les abattages de JB laitiers se sont ainsi réduits de 38% en semaine 13 après une baisse de 7% en semaine 12 (la semaine 12 était dans la tendance de la baisse des disponibilités, liée à la déprise de l'engraissement de JB laitiers observée depuis plusieurs années).

La cotation du JB U poursuit sa baisse saisonnière marquée. Elle a de nouveau perdu 2 centimes en semaine 13 pour tomber à 3,93 €/kg de carcasse (-2% /2019 ; -3% /2018). Celle du JR R, davantage connectée à un marché allemand actuellement dégradé, s'est stabilisée à 3,77 €/kg (-2% /2019 ; -3% /2018) après avoir perdu 5 centimes en semaine 12. Celle du JB O est la plus affectée. Elle a chuté de 5 centimes en semaine 13 pour tomber à 3,32 €/kg (-3%/2019 ; -5% /2018).

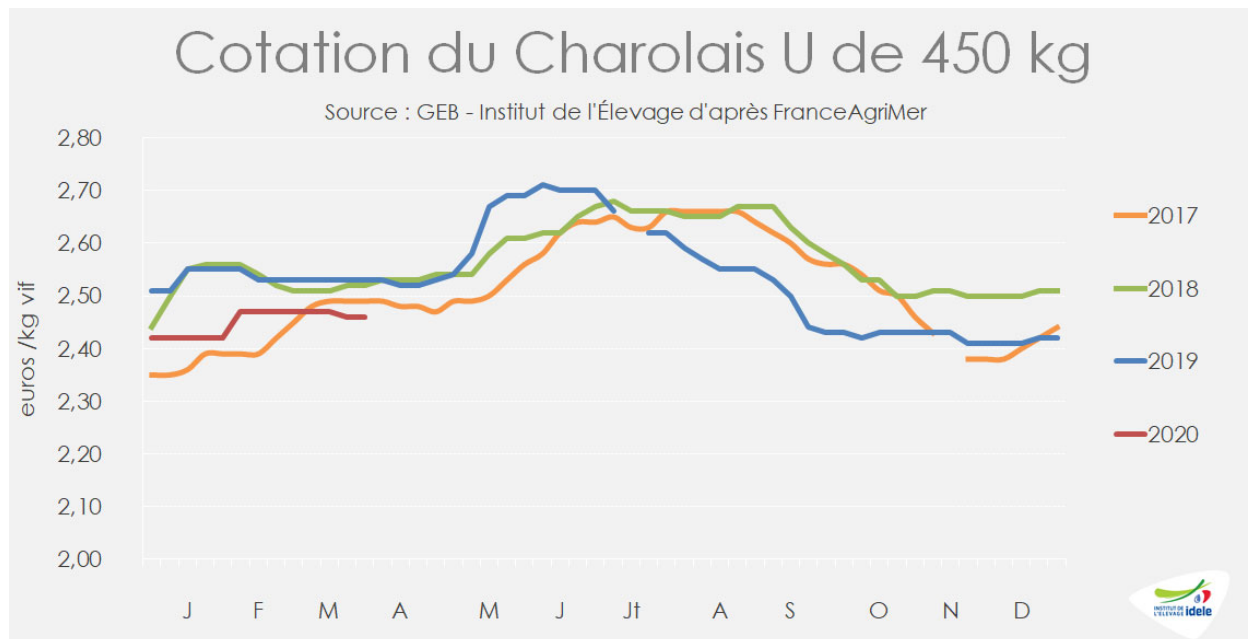
Cotation du JB U en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



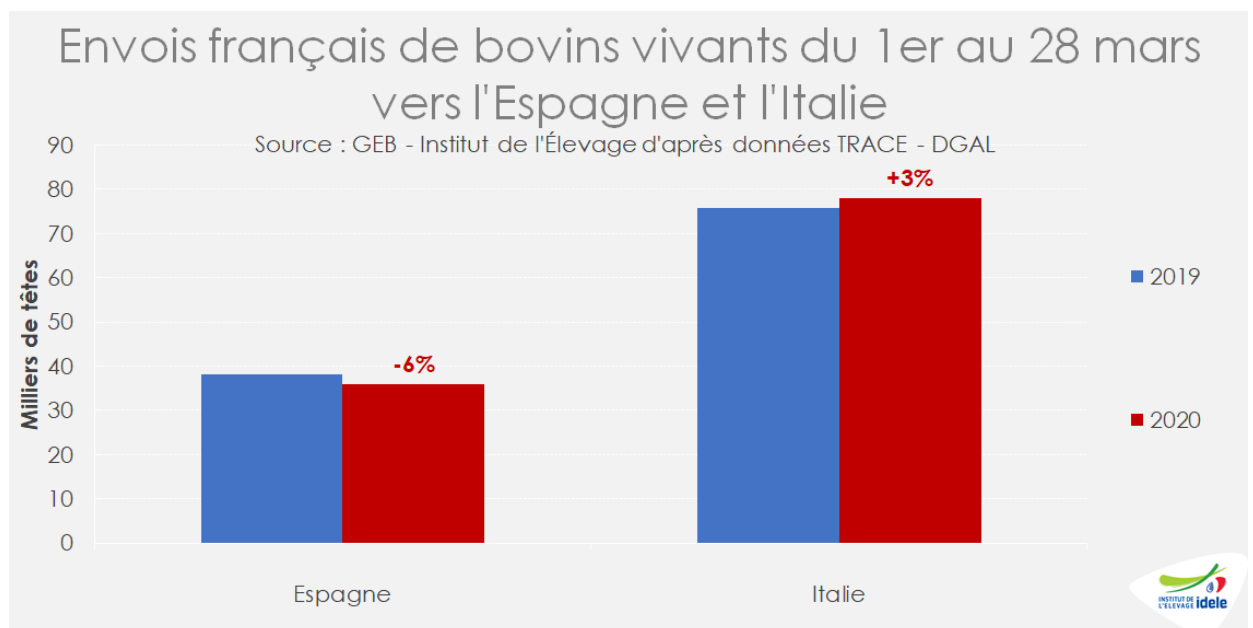
Gros bovins maigres : les envois se poursuivent

En semaine 13, les prix des brouards sont dans l'ensemble reconduits, mais à des niveaux inférieurs à ceux de 2018 et 2019. L'offre reste limitée du fait du creux saisonnier des disponibilités et du recul des naissances en 2019. Les envois vers l'Italie continuent de manière presque normale.



Les éleveurs et les opérateurs ont adapté leur fonctionnement à l'épidémie (gestes barrière, réorganisation du travail...) et près de la moitié des marchés aux bestiaux ont fermé. Le manque de personnel en particulier pour le transport reste la principale source d'inquiétude des exportateurs avec un impact limité car l'offre est à l'étiage. Si certains ont réduit leur activité, les flux sont globalement maintenus.

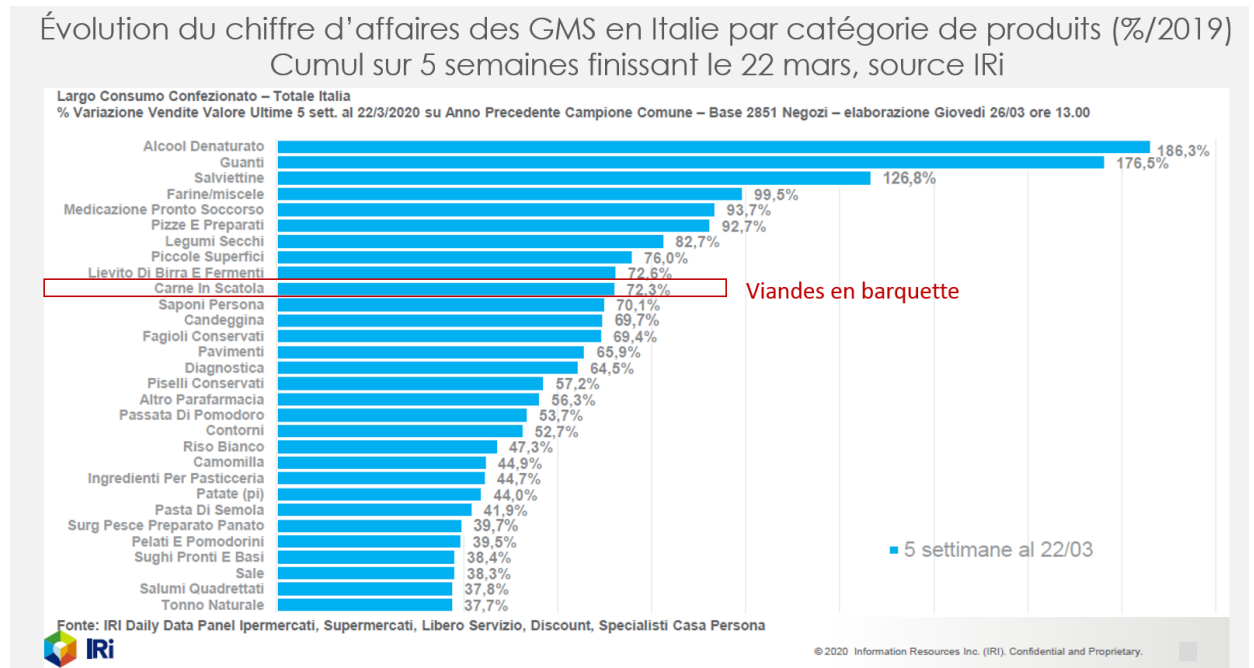
Les données TRACE transmises par la DGAL révèlent un ralentissement des envois en vif en semaine 13, après une forte activité en semaine 12. Ainsi, sur 4 semaines du 1er au 28 mars, ces exportations auraient globalement augmenté de 3% vers l'Italie et reculé de 6% vers l'Espagne par rapport à 2019. Si les achats italiens en brouards se maintiennent dans l'ensemble, la demande espagnole en vif semble céder, en premier lieu pour les petits veaux laitiers qui représentent la majeure partie de leurs achats.



Les envois se réduisent davantage encore vers l'Algérie où la logistique est contrainte par le confinement qui s'étend sur le territoire et où les finances du pays sont menacées par l'effondrement des cours du gaz et du pétrole[CP3]. La Tunisie, également confinée, n'est plus à l'achat.

Italie : bonne demande pour les JB et génisses, mais abattages de vaches à l'arrêt

La consommation italienne hors domicile a été mise à l'arrêt une semaine environ avant les fermetures des restaurants en France. Le report sur les achats des ménages a été très net, ce qui a favorisé les viandes de jeunes bovins mâles et femelles, notamment celles de broutards français qui constitue le produit « filière » des GMS. En cumul sur les 5 semaines finissant le 22 mars, le panel IRI indique que les ventes de viandes en barquette (toutes espèces confondues) ont bondi de 72% par rapport à 2019, et affichent la 9^{ème} plus forte hausse, après l'alcool dénaturé, les gants, les lingettes, les farines, les médicaments de premiers secours, les pizzas et plats préparés...



Toutefois, les opérateurs rapportent 3 difficultés majeures. Les commandes des enseignes et des bouchers continuent de fonctionner par à-coups d'une semaine à l'autre, avec peu de lisibilité sur la suite. Les aloyaux dont le principal débouché était la restauration, passent en vente au détail, mais au prix d'une perte de valeur. Enfin, le prix des peaux est au plus bas en raison de la fermeture des tanneries qui n'ont actuellement plus de débouchés (que ce soit pour l'industrie automobile ou l'industrie du luxe).

Les abattages de vaches de réformes sont réduits au strict minimum (abattages d'urgence et quelques vaches pour des approvisionnements d'appoint (plats préparés, élaborés surgelés bien qu'ils soient peu consommés en Italie). En effet, la viande de réforme est en grande majorité destinée au segment de la RHD pour la production de burgers (en fast-foods ou en restauration à table). Les steaks hachés consommés par les ménages sont eux le plus souvent issus de JB et génisses. Les steaks hachés surgelés, souvent à base de viande de vaches, restent très minoritaires dans les achats des ménages en Italie.

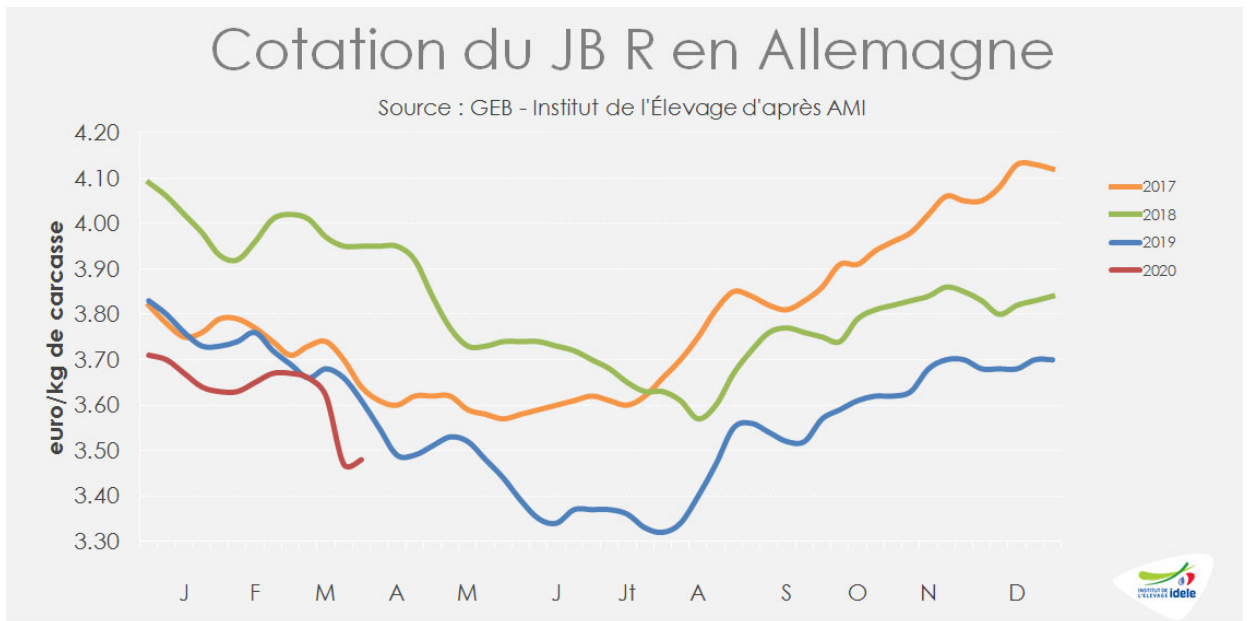
Les imports de Pologne et d'Irlande sont à l'arrêt et ceux d'Allemagne sont très fortement impactés. La viande française de JB et de jeunes génisses est dans une situation intermédiaire car elle est traditionnellement proposée en complément de la viande franco-italienne (engraissée en Italie à partir de broutards français) dans les supermarchés et en boucherie.

A noter que face à la crise économique et sociale qui a déjà des impacts forts sur les revenus de certains ménages, notamment dans le Sud, le gouvernement italien va financer des bons d'alimentation à hauteur de 400 millions d'euros, chargeant les communes de les consacrer aux personnes qui n'ont pas d'argent pour se nourrir. Pour en savoir plus, lire cet article de RFI.

Allemagne : Les cotations des JB ont stoppé leur chute mais celles des vaches restent à la baisse

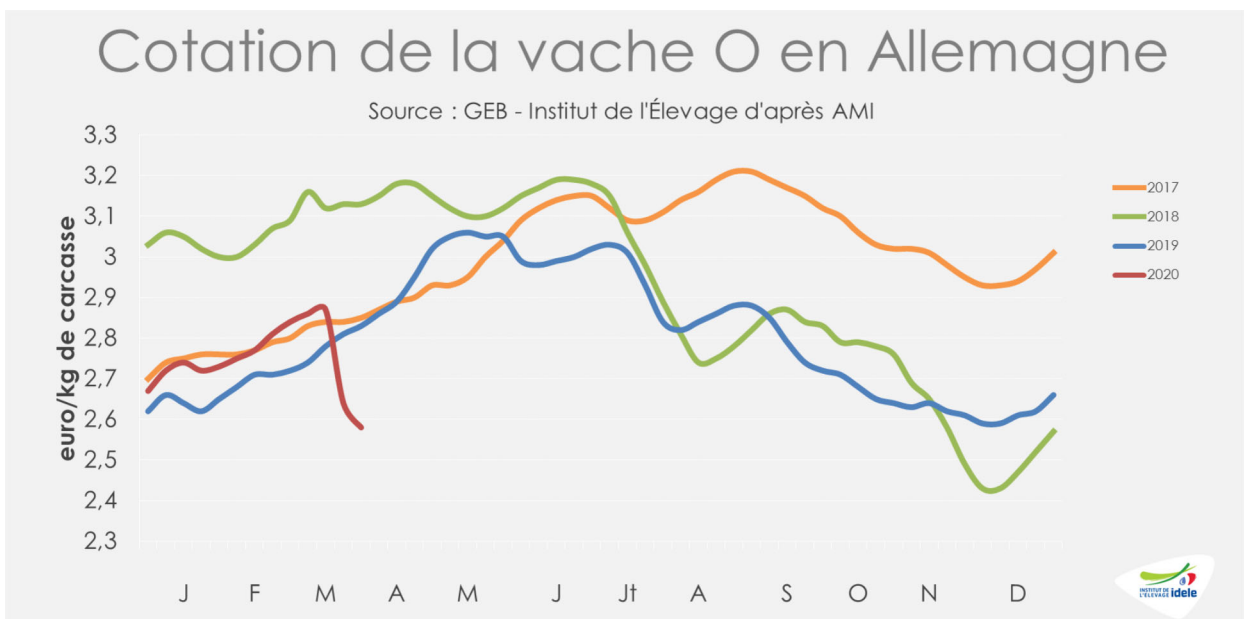
Le marché allemand, très ouvert sur les marchés extérieurs, pâtit toujours de la situation de confinement généralisée dans toute l'Europe. Alors qu'à l'approche des fêtes de Pâques le marché de la viande bovine est normalement plutôt dynamique en Allemagne, notamment en restauration commerciale d'après les experts d'AMI, la pandémie de

Covid-19 a entraîné une chute des cours en semaine 12 pour toutes les catégories (cf. focus de la semaine dernière). Les cotations des jeunes bovins se sont stabilisées en semaine 13, voire ont regagné 1 centime. Le JB R cotait ainsi 3,48 €/kg (-4% /2019). Cet arrêt de la baisse des cours semble s'être fait au prix d'un fort coup de frein dans les abattages : les abattages de JB auraient reculé selon l'indicateur d'abattage publié par AMI de 4% en semaine 12 et de 14% en semaine 13 par rapport aux mêmes semaines de 2019.



La baisse des cours des réformes s'est poursuivie en semaine 13. La cotation de la vache O a de nouveau perdu 6 centimes en une semaine, à 2,58 €/kg de carcasse (-9% /2019, -18% /2018). C'est 29 centimes de moins (-10%) qu'il y a deux semaines, avant le début de la baisse.

La baisse de la demande des marchés a conduit à un effondrement dans les abattages de vaches, encore plus fort qu'en JB (-39% /2019 en semaine 13 d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI). La tendance serait toutefois actuellement à la stabilisation des cours des réformes.



Les experts d'AMI mettent cependant en avant plusieurs problématiques à résoudre pour le marché allemand dans les semaines à venir : les effectifs animaux prêts à abattre sont en légère augmentation et la valorisation du cinquième quartier est à la peine.



A noter que McDo Allemagne a gardé ses drives ouverts, tout comme McDo Pays-Bas, mais ceci ne semble pas soutenir le marché.

Irlande : marché sous pression, des mesures de soutien demandées

Les restrictions imposées au secteur de la restauration ont notamment entraîné une baisse de la demande en vaches de réforme et en autres bovins écoulés habituellement en RHD et à l'export, d'après Bord Bia. Les cotations des vaches ont été les plus impactées par les évolutions liées au Covid-19. En semaine 12, la cotation de la vache O atteignait 2,93 €/kg éc (+9% /2019 ; -11% /2018) soit 7 centimes de moins en une semaine (-2%). Le cours du bœuf R est lui plus stable et n'a perdu qu'un centime, à 3,68 €/kg éc (= /2019).

L'indicateur hebdomadaire d'abattages publié par Bord Bia jusqu'en semaine 13 ne montre pas de ralentissement tangible de l'activité des abattoirs agréés à l'export. Meat Industry Ireland indique pourtant le 30 mars que les abattoirs avaient du mal à maintenir leur débit compte tenu de l'effondrement de la RHD.

Le 31 mars, l'Irish Farmers Association (IFA) a précisé quelles étaient les mesures à mettre en œuvre par secteur suite de la pandémie de Covid-19. Pour les éleveurs de bovins, l'organisation a proposé que les articles 219 à 221 de l'Organisation commune des marchés (OCM) soient immédiatement utilisés pour mettre en œuvre :

- des paiements directs aux agriculteurs pour toute perte de marché liée aux prix,
- un soutien du marché sous forme d'aides spécifiques et ciblées au stockage privé,
- une protection des marchés et des prix de l'UE par la Commission européenne, ainsi que la suspension de toutes les importations de viande bovine en provenance de pays tiers.

Selon l'IFA, l'UE devrait également introduire immédiatement un important programme de promotion européen de la viande bovine en commerce de détail visant des coupes de steak de plus grande valeur, et notamment l'aloyau, principalement écoulé par le secteur de la RHD en temps habituel.

Royaume-Uni : entre progression des ventes en commerce de détail et hausse des cours

Comme dans toute l'Europe continentale, le marché de la RHD est un canal très important pour la vente de viande bovine. Ainsi, en temps normal, ce sont 21% des volumes de viande bovine qui sont écoulés par la restauration, d'après AHDB. En proportion, c'est plus que l'agneau (15%), porc (14%) ou encore la pomme de terre (13%). La fermeture de la chaîne de restauration McDonald's qui concentre 80% des achats de burgers consommés en fast-food est particulièrement problématique.

Cependant, beaucoup de restaurateurs essaient d'introduire ou d'augmenter leurs services de livraison à domicile. Mais c'est surtout l'augmentation des ventes au détail qui semble jouer à plein. En effet, d'après l'IRI, les achats des ménages britanniques de viandes réfrigérées avaient progressé de +8% /2019 sur les quatre semaines finissant le 14 mars 2020. D'après AHDB, compenser intégralement les 21% des ventes de viande équivaut à augmenter les ventes au détail d'environ 27%. Pour le moment, les données disponibles ne permettent pas de conclure quant à la compensation intégrale de la fermeture des restaurants au Royaume-Uni.

En attendant, les cotations des différentes catégories résistent en devise locale en semaine 12 d'après AHDB. Cependant, avec la poursuite de la baisse de la livre par rapport à l'euro (-4% entre le début de la semaine 11 et la fin de la semaine 12), le cours de la vache O diminue en euros à 2,84 €/kg de carcasse en semaine 12 (-3% en une semaine).

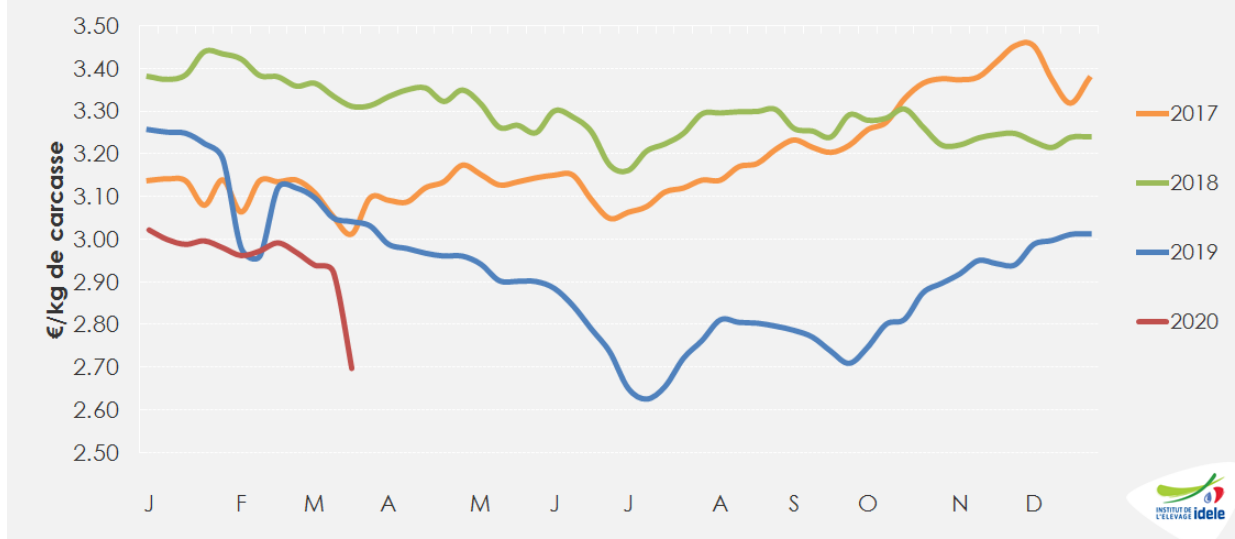
Pologne : gros frein sur les abattages

En semaine 12, les abattages ont fortement ralenti en Pologne. Tous bovins confondus ils étaient en baisse de 36% par rapport à la semaine précédente d'après les données du Ministère de l'Agriculture polonais, dont -42% pour les taurillons, -39% pour les génisses et -25% pour les vaches de réforme. La Pologne étant très dépendante de l'exportation vers les autres Etats membres pour la valorisation de sa viande bovine, qui est écoulée principalement en restauration, de nombreux abatteurs ont préféré freiner la production en ne travaillant que 2 ou 3 jours dans la semaine.

Faute de demande, les prix à la production ont plongé. La cotation de la vache O a perdu 16 centimes en une semaine pour tomber à 2,42 €/kg de carcasse en semaine 12 (-9% /2019 et -18% /2018). Celle du JB O a perdu 23 centimes 2,70 €/kg de carcasse (-11% /2019 et -19% /2018).

Cotation polonaise du JB O

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



Espagne : l'export de vif fini soutient les prix des JB

En Espagne, l'export de bovins fini vers le bassin méditerranéen se maintient à l'approche du Ramadan d'après Business France et contrebalance en partie la forte pression exercée sur les prix des carcasses par le report incomplet de la restauration vers la consommation à domicile et par le coup de frein des ventes de carcasses vers le marché italien. En semaine 12, le JB R3 cotait 3,71 €/kg de carcasse (+1% /2019 ; -5% /2018). Le bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) cotait toujours 3,85 €/kg (-2% /2019 ; -1% /2018).

Comme en Italie, les abattages de vaches de réforme sont quasiment à l'arrêt en raison de l'absence de débouché, les chaînes de fast-food étant fermées. La cotation de la vache O3 a perdu 10 centimes en semaine 12 pour tomber à 2,53 €/kg de carcasse.

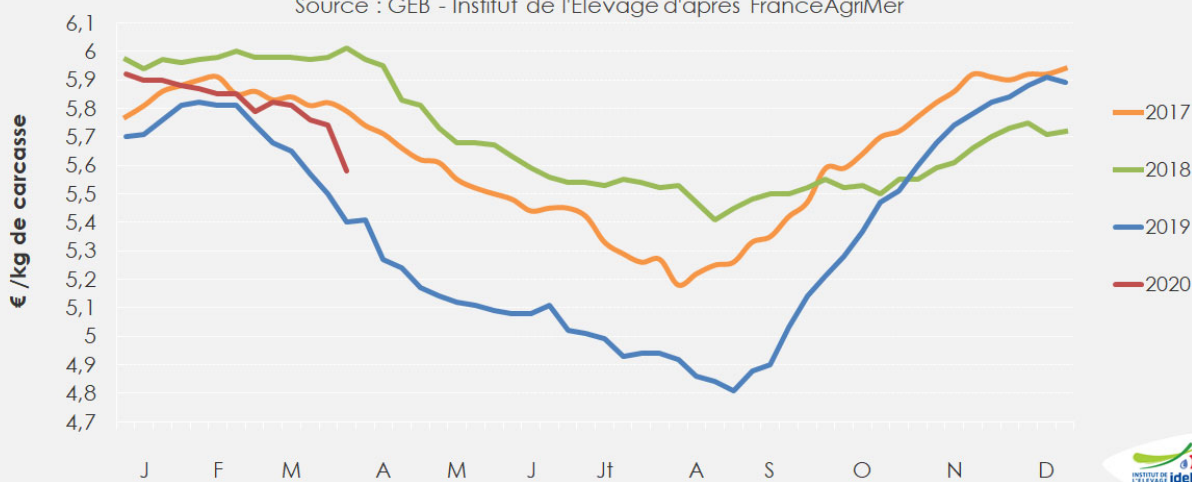
Veau de boucherie : chute des commandes en semaine 13

Après une semaine 12 relativement dynamique en termes de commandes par les GMS, la semaine 13 a marqué un coup d'arrêt brutal. Les abatteurs français évoquent des commandes en chute de 30 à 40%, probablement en contrecoup des achats en hausse en début de confinement. La concentration des achats dans les supermarchés de centre-ville en lien avec le confinement est également pénalisante pour le veau, moins présent dans ces points de vente. Il semble qu'il y ait une recherche de simplification des gammes et une rationalisation des linéaires par les gestionnaires des GMS, qui pénalise les viandes autres que les 3 majeures.

Ainsi, alors que les difficultés logistiques (disponibilités en personnel, consommables, analyses en labo...) restent surmontables, les abattages de veaux prennent du retard faute de demande et les cotations sont fortement affectées. En semaine 13, la cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a perdu 16 cts par rapport à la semaine 12. Elle s'établit à 5,58 €/kg carcasse (+18 cts /2019, mais -43 cts/2018). Sur les conformations supérieures, les évolutions sont moins marquées : la cotation du veau rosé clair R recule de 4 cts pour s'établir à 6,20 €/kg (+24 cts /2019 mais -30 cts/ 2018).

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Le contexte du veau est également marqué par la baisse importante des cours des poudres de lait et de lactosérum de ces dernières semaines. Ceci devrait diminuer les coûts de production dans les mois à venir.

Aux Pays-Bas, la cotation DeKalverhouder du veau pie-noir était en forte chute en semaine 12 à 4,60 €/kg, elle a été suspendue en semaine 13. Les abattoirs évoquent une chute d'activité de 50% depuis la semaine 12 en lien avec la fermeture des débouchés RHD en France, en Italie et en Allemagne. Cette situation touche aussi bien le veau blanc que le rosé. Des volumes importants sont mis en congélation et une partie croissante des veaux rosés sera abattue après l'âge de 8 mois.

Veau nourrisson : cotation au plancher

La cotation du veau mâle laitier de 45-50 kg reste à un niveau plancher. Le ramassage en ferme continue, sans nier des difficultés logistiques pouvant être localement importantes. Mais le retard des abattages de veaux de boucherie va mécaniquement retarder les mises en place et pourrait peser encore sur les cours.

Dynamiques jusqu'en semaine 12, les envois vers l'Espagne ont ralenti en semaine 13. Aucun changement réglementaire à noter en dehors des gestes barrières, mais les engraisseurs ont ralenti leurs mises en place. Une tendance confirmée par les exportateurs Irlandais, qui ont vu leurs envois chuter en semaine 13 tant vers l'Espagne que vers les Pays-Bas. Au total, du 1^{er} au 28 mars, les envois de bovins français en Espagne, dominés par les veaux, ont reculé de 6% par rapport à 2019.

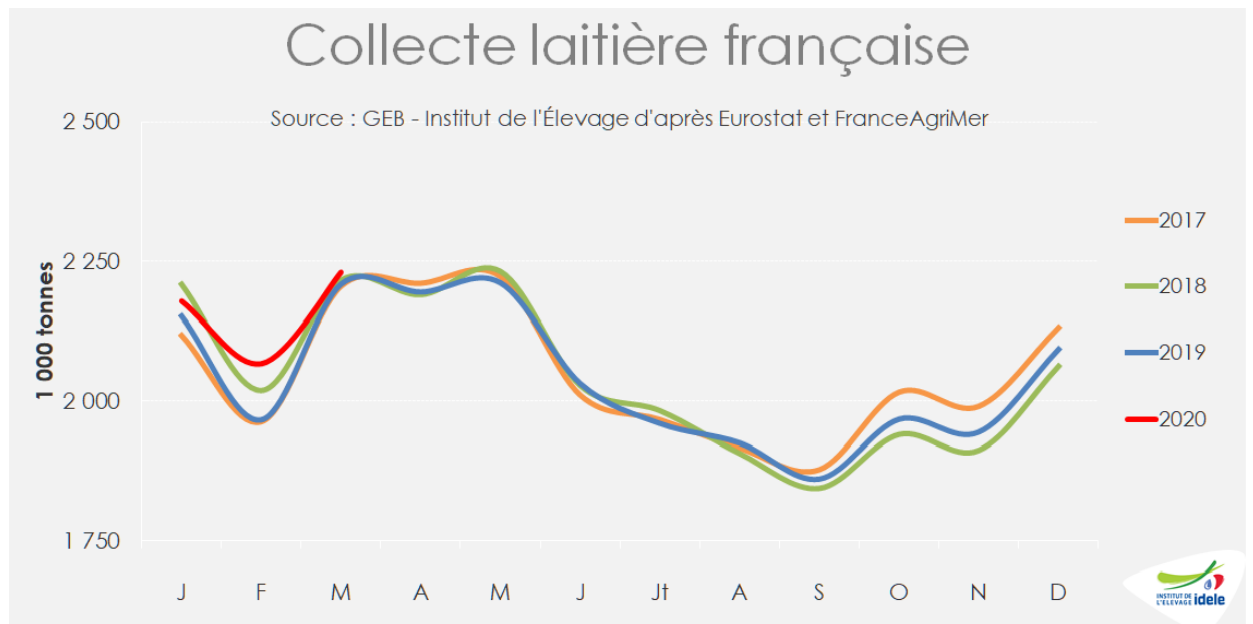
Les débouchés principaux des veaux laitiers sont à la peine. Néanmoins le mois d'avril est chaque année celui comptant le moins de naissances de veaux de mères laitières : 214 000 en avril 2019 contre 378 000 en septembre 2019. Cette offre limitée peut entraîner moins de difficultés de valorisation.

Face au Covid-19 la filière laitière veut modérer la collecte française

Les transformateurs laitiers sont confrontés à des chaînes alimentaires très bousculées par les effets du confinement des Français : effondrement de la demande en RHD, achats chaotiques des ménages et débouchés au grand export très perturbés et incertains. Du coup, ils envoient des messages de modération plus ou moins incitatifs à leurs livreurs. Ils peuvent compter sur le soutien du CNIEL qui a décidé la mise en place un dispositif incitatif exceptionnel qui s'appliquerait en ce sens.

Collecte en France : hausse saisonnière vigoureuse

Boostée par des conditions printanières précoces et propices à la production herbagère, la collecte laitière française a enregistré une hausse de +1,0% /2019 sur les trois premières semaines de mars, d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer.



Cette évolution haussière, en plein pic annuel de la collecte, doit être gérée par les transformateurs, dont l'activité industrielle et commerciale est perturbée par les effets du confinement tant au stade de la transformation (absentéisme croissant du personnel de 20% dans l'Ouest à plus de 30% dans l'Est), de la logistique (transport, ruptures d'approvisionnement de certains emballages et ingrédients), que de la distribution, même si les achats des ménages ont progressé en volume depuis le confinement.

De plus les exportations de lait vrac vers l'Espagne et l'Italie, habituellement dynamiques au printemps, sont ralenties, car les laiteries espagnoles et italiennes, confrontées aux mêmes difficultés, privilégient leur collecte nationale.

Des transformateurs unanimes pour contenir les livraisons printanières

Presque tous les transformateurs envoient des messages de modération à leurs livreurs à quelques semaines du pic de lactation. Au pic, fin avril début mai, la collecte hebdomadaire dépasse de près 10% le niveau hebdomadaire moyen (décembre) et près de 20% le creux estival (fin août).

Sodiaal, en tête, a très tôt (le 19 mars) annoncé l'application d'une pénalité (« saisonnalité ») de -20 €/1 000 litres sur le prix du lait d'avril et mai qui sera restituée, selon les dirigeants, sous forme de prime sur les mois d'été.

Lactalis a aussi alerté ses livreurs que ses sites de traitement étaient proches de la saturation d'autant qu'ils enregistrent un absentéisme du personnel croissant. La société informe ses livreurs qu'elle étudie des mesures visant la modération de la production en étroite collaboration avec les Organisations de producteurs.

Savencia invite aussi ses éleveurs à lever le pied, comme Sodiaal elle instaure une « incitation financière négative au printemps (-20 €/1 000 l en avril et mai et -10 €/1 000 l en juin), qui sera suivie d'une incitation financière positive, pondérée des volumes, au 2^{ème} semestre 2020. Ces dispositions ont été prises unilatéralement, sans l'accord de l'AOP Sunlait, tout comme le prix de base du lait standard fixé à 333,5 €/1 000 l. Les deux parties n'ayant toujours pas trouvé un point d'accord sur les indicateurs d'évolution du prix du lait de vache.

Eurial a réduit ses fabrications de mozzarella faute de débouché commercial et doit en conséquence faire transformer le lait en beurre/poudre maigre. La coopérative appelle tous ses producteurs à modérer leurs livraisons de lait conventionnel mais aussi biologique, sans quoi une partie plus importante du lait bio serait déclassée.

Certaines laiteries, spécialisées dans le lait de consommation comme la Laiterie St Denis de l'Hôtel, bénéficient à l'inverse d'une demande exceptionnellement forte des distributeurs, conséquence des achats des ménages, ce qui limite leurs excès de lait à cette période de l'année.

Les fabricants de fromages AOP sont en revanche confrontés à une chute des ventes non seulement dans le RHD, mais aussi dans les GMS. Les affineurs de Comté avancent une baisse des ventes de 20%, imputable essentiellement au rayon à la coupe. L'Union des producteurs de lait à St Nectaire de même que l'ODG Cantal recommandent une réduction de 30% des fabrications pendant la période de confinement. Les éleveurs sont incités à réduire leurs livraisons et les volumes de lait non transformés en fromages grossiront les volumes de lait spot orientés vers la fabrication de beurre/poudre maigre. Dans la zone à Comté, les membres de l'ODG ont décidé de baisser de 8% la collecte et les fabrications de Comté au 2^{ème} trimestre pour éviter la constitution de sur-stocks qui dégraderaient ensuite la dégradation de la valeur produite par la filière.

Le CNIEL agit pour la modération et le lissage de la collecte

L'Interprofession laitière demande à la Commission européenne l'autorisation de mettre en place pour avril un fonds de solidarité exceptionnel de 10 millions € (trésorerie CNIEL). Il vise à indemniser tous les éleveurs qui réduiraient leurs livraisons mensuelles d'avril (de -2 à -5% /2019) à un prix au plus de 320 €/1 000 l. Elle demande aussi aux autorités européennes la réactivation immédiate des aides au stockage privé du beurre, des fromages et des poudres. Enfin, elle prépare un plan de communication pour encourager/relancer la consommation des produits AOP (essentiellement des fromages).

Débouchés : Des activités commerciales très perturbées

L'activité commerciale des transformateurs laitiers est diversement perturbée selon leurs débouchés, mais aussi selon leurs mix-produits. Ils auraient augmenté leurs ventes au détail (+22% selon IRI sur les semaines 09 à 12), où les ménages ont accru leurs achats de laits conditionnés, de beurre, de crème et d'ultra-frais de fromages râpés. Toutefois, la hausse des volumes serait supérieure à celle des ventes, du fait d'une simplification des achats et de l'offre en magasin. L'activité s'est logiquement effondrée dans la RHD (-75 à -85% selon les produits). Les ventes de produits laitiers aux industries agro-alimentaires seraient aussi ralenties. L'exportation de produits de grande consommation est aussi freinée par les contrôles sanitaires aux frontières, la pénurie de chauffeurs et la logique de renationalisation des approvisionnements à l'œuvre dans tous les pays européens.

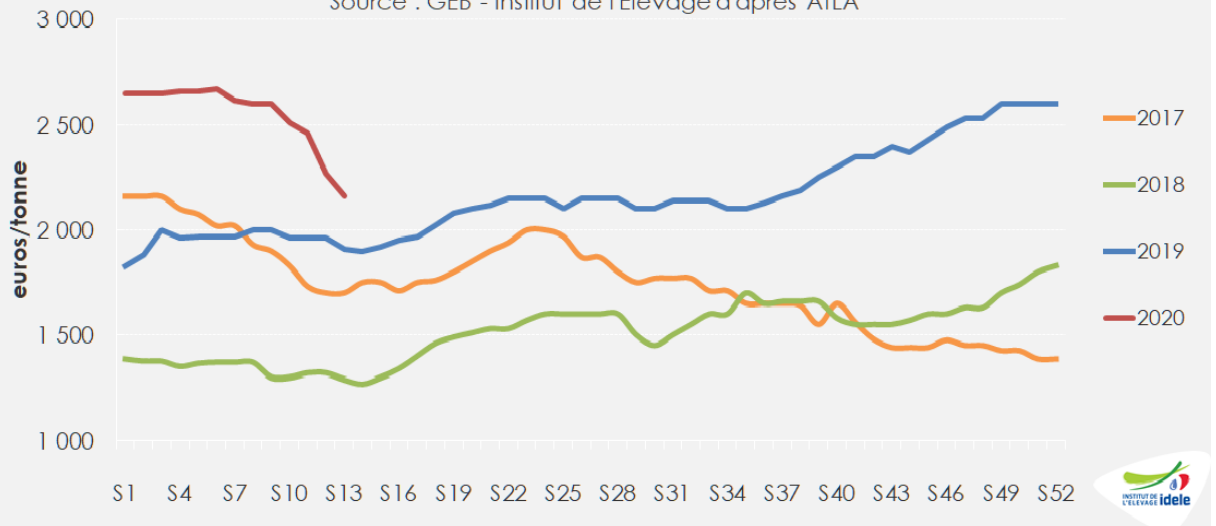
Plus inquiétante est l'évolution au grand export, même si l'activité vers la Chine semble reprendre. Les expéditions d'ingrédients se poursuivraient pour les contrats honorés sur plusieurs mois. En revanche, les négociations de nouveaux contrats seraient au point mort. Les clients sont attentistes faute de visibilité sur l'évolution de la situation et de leurs besoins. Seuls les clients opportunistes veulent acheter à des prix bradés, aux alentours de 2 000 €/t pour la poudre maigre.

Ingrédients laitiers : poursuite de la chute des cours de la poudre de lait écrémé

Face à cette réduction des débouchés, les fabrications de poudre maigre, traditionnellement fortes à cette période de l'année, sont relancées pour absorber les excédents de lait. Le déséquilibre croissant entre offre et demande continue de faire pression sur les cours de la poudre maigre. La cotation ATLA a encore perdu 110 €/t en une semaine, soit -440 € en quatre semaines. A 2 160 €/t fin mars, elle n'est plus que 250 € au-dessus de son niveau médiocre de l'an dernier. À un tel rythme de baisse, elle pourrait fin avril retomber au prix d'intervention (1 699 €/t).

Cotation de la poudre maigre en France

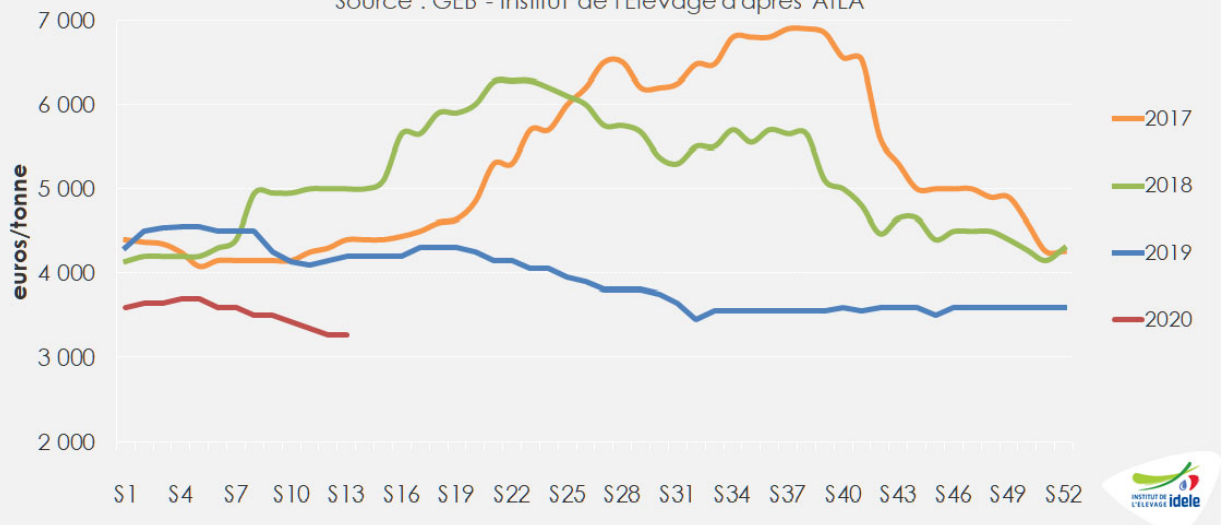
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA



Le cours du beurre résiste mieux, probablement du fait de la fermeté de la demande, française et européenne, en matière grasse laitière (beurre et crème). Toutefois, à 3 270 €/t fin mars, la cotation ATLA du beurre échangé sur le marché spot est déjà très inférieure à son niveau de l'an dernier (-22% /2019). Ainsi le prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre a chuté de 50 €/1 000 l en 4 semaines, à 270 €/1 000 l fin mars d'après nos estimations.

Cotation du beurre sur le marché spot en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA



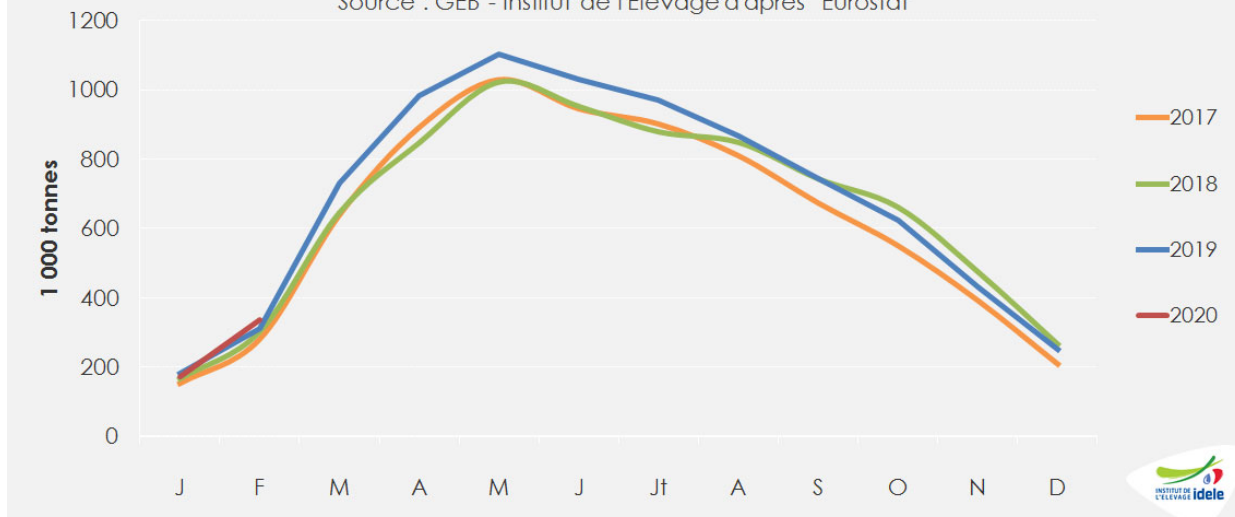
Irlande : des inquiétudes pour le pic de collecte

En Irlande, un confinement total est imposé depuis le 27 mars jusqu'au 12 avril. Les déplacements doivent être limités au strict nécessaire. Tous les commerces non essentiels sont fermés, les cafés et restaurants fournissant uniquement des plats à emporter.

Le pic de la crise du Coronavirus prévu pour avril devrait coïncider avec le début du pic de collecte d'une production très saisonnalisée. Les mois d'avril et de mai représentent environ 25% de la collecte annuelle (et près de 40% avec le mois de juin). La forte hausse de production laitière connue en Irlande depuis 2013 (+50% en 6 ans) entraîne une quasi-saturation des outils de transformation au printemps. Les transformateurs s'inquiètent de leur capacité à pouvoir transformer l'ensemble de la collecte, dans le cas où une partie de la main d'œuvre serait absente en lien avec le Covid-19.

Collecte laitière en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat



Bien que les transformateurs soient conscients du risque et aient annoncé qu'une réduction de la production pourrait être nécessaire, les représentants des éleveurs ont pour l'instant refusé une telle éventualité. Aucune stratégie claire ne se dessine concernant la manière dont les agriculteurs pourraient réduire la production de lait (quotas de livraison individuels, pénalités...).

La consommation irlandaise n'utilise qu'environ 10% du lait produit dans le pays et ce sont donc l'évolution de la demande internationale et les contraintes logistiques qui inquiètent le plus les industriels irlandais. Ainsi, la hausse des fabrications de produits laitiers au Royaume-Uni, en lien avec le recul de la consommation de lait liquide et la baisse du prix du lait dans ce pays, pourrait freiner les exportations irlandaises de produits laitiers.

Royaume-Uni : une situation très contrastée

Au Royaume-Uni, le confinement a été décrété le 23 mars pour au moins trois semaines. Les déplacements extrêmement restreints et les commerces non essentiels impactent la consommation en RHD. Ainsi, la société Freshways, dont 40% du chiffre d'affaires dépend de la restauration, a non seulement réduit le prix payé aux éleveurs de 2 pences/l (-8% à 24 pences/l), mais a en outre annoncé fin mars que le prochain paiement aura lieu le 15 mai. De même, le transformateur de lait Pensworth ne paiera ses fournisseurs qu'à hauteur de 25% du prix standard jusqu'à ce qu'il obtienne un prêt gouvernemental d'urgence. De son côté, Arla Food UK a annoncé maintenir son prix payé aux producteurs pour le mois d'avril, à une correction de taux de change près.

En revanche, La laiterie Müller a vu ses ventes de lait, beurre et yaourts augmenter fortement dans les magasins et a lancé un plan de recrutement de 300 personnes pour faire face aux nouvelles commandes. Les livraisons quotidiennes de lait à domicile connaissent également un nouvel engouement, entraînant la création d'au moins 100 postes de livreurs. Au total, la hausse des achats des ménages ne compense pas la baisse de la consommation en RHD. Dans ce contexte, AHDB prévoit que le recul de production britannique, entamée en janvier et février, devrait se poursuivre jusqu'en septembre.

Aux Pays-Bas, où le confinement est encouragé sans être imposé aux habitants, FrieslandCampina a décidé de réduire son prix garanti pour le mois d'avril, de 362,5 € à 350 €/t de lait. Outre une baisse attendue des prix du lait payé par les sociétés incluses dans le calcul de la coopérative néerlandaise, la baisse comprend une correction de 6,7 € en raison de la baisse des prix payés aux exploitations de référence au cours des derniers mois.

En Allemagne, des mesures restrictives, mais pas de confinement à proprement parler, sont en vigueur depuis le 23 mars et jusqu'au 20 avril. Le secteur laitier est également sous pression, compte tenu de la fermeture des lieux de restauration, qui peuvent cependant procéder à des ventes à emporter. A l'inverse, les commandes du commerce de détail alimentaire étaient en semaine 13 le double de la normale pour cette période de l'année, d'après la presse allemande. Les achats portent essentiellement sur le lait et la crème longue conservation ainsi que le beurre et le fromage. Les prix du beurre plaquette sont en hausse, tandis que ceux du beurre cube reculent.

Si les grandes entreprises, comme DMK peuvent s'adapter à cette hausse des achats des ménages, les petites laiteries ont plus de mal. Le manque d'équipements et/ou d'emballages pour les ventes au détail ne leur permet pas de satisfaire la demande des lieux de vente.

En outre, les commandes à l'export ne permettent pas de réorienter une partie des volumes de lait non consommés dans le pays. En Europe, l'Italie est le premier client de l'Allemagne, mais ses commandes ont fortement diminué, touchant notamment le secteur bavarois. Les laiteries qui produisaient du fromage, comme la mozzarella, pour des clients italiens, transforment maintenant autant que possible le lait en fromages de durée de conservation plus longue.

En poudre maigre, les contrats signés précédemment sont honorés, mais les nouvelles commandes sont rares, les acheteurs attendant une plus forte baisse des cours. Les achats chinois ont été limités en février et mars, mais semblent reprendre peu à peu.

Si aucune laiterie en Allemagne n'a encore officiellement demandé à ses producteurs de réduire leur production, de telles recommandations pourraient émerger dans les prochains jours, d'autant que les livraisons de lait sur les 3 premières semaines de mars sont en forte hausse par rapport à l'année dernière (+2,2% /2019). Arla a pour l'instant annoncé maintenir le prix du lait, mais les incertitudes qui pèsent sur le secteur pourraient pousser d'autres acteurs à modifier leur prix dans les semaines à venir.

En Italie, les difficultés rencontrées par la filière laitière sont exacerbées en Lombardie, 1^{ère} région laitière du pays (45% de la collecte nationale) et épice de l'épidémie. La hausse des achats des ménages, depuis le confinement général décrété dès le 8 mars, a boosté les achats de lait UHT (+28% de volume sur la période allant du 17 février au 15 mars selon ISMEA) au détriment du lait frais. Ce revirement a nécessité des adaptations sur les chaînes de transformation. Par ailleurs, la fermeture de la RHD et la chute des exports ont pénalisé la filière qui transforme et valorise essentiellement du lait en fabrications fromagères AOP. De nombreux transformateurs incitent leurs livreurs à lever le pied. Le prix du lait vrac échangé sur le marché spot entre laiteries a fortement chuté de 75 € en un mois, à 300 €/t de lait fin mars.

En Espagne, l'Interprofession laitière (INLAC) et la fédération des industriels (FENIL) ont multiplié les messages rassurants quant au bon fonctionnement des usines de transformation. La relative spécialisation de la filière sur les laits liquides conditionnés (35% de la ressource laitière) a permis de faire face à la demande en hausse de l'ordre de 20% en semaines 12 et 13. Le syndicat Unions Agrarias dénonce toutefois le maintien des importations de lait à bas coût depuis la France et l'Allemagne.

Premiers effets du Covid-19 et du confinement sur la filière viande ovine

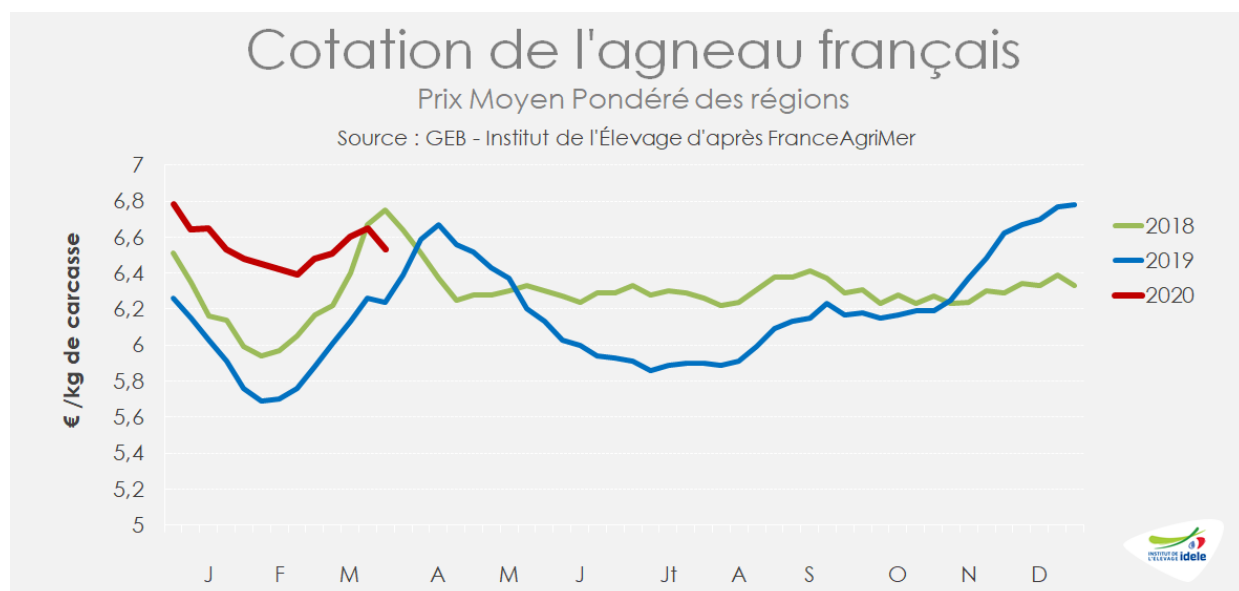
En France, les abattages se sont fortement accrus pendant la première semaine de confinement (suivi par *Interbev*, via la base de données Ovinfos, des plus gros abatteurs français, qui totalisent 75% des abattages nationaux d'agneaux), la semaine 12 (se terminant le 22 mars), sous l'effet d'une anticipation des éleveurs, inquiets de perdre leur débouché à l'approche de Pâques et des autres festivités religieuses qui suivent, à savoir Pessa'h (Pâques juives), la Pâque orthodoxe et le Ramadan.

Les abattages se sont effondrés la semaine suivante (-44%/ semaine 13 de 2019, selon *Interbev* via Ovinfos), sous l'effet d'une instabilité de la demande. En comparant la production à la consommation restreinte due au confinement, *Interbev* estime l'excès d'offre à plus de 100 000 agneaux, sur un effectif d'environ 450 000 abattus au mois de Pâques en moyenne les années précédentes.

Engorgement du marché français à l'approche de Pâques

La consommation est en effet prévue nettement inférieure qu'en temps normal en cette période de Pâques, du fait de l'impossibilité pour les familles de se rassembler à l'occasion de ces fêtes. Les problèmes de consommation de viande ovine sont déjà constatés avant même la semaine de Pâques. Le confinement a en effet engendré la fermeture des restaurants et des cantines, d'où un transfert de l'offre de viande ovine vers la grande distribution et les boucheries. Reste tout de même la restauration institutionnelle (santé, armées, EHPAD, et quelques entreprises) ainsi que les restaurants qui font de la livraison à domicile ou du « take away ». Cette pression supplémentaire sur les GMS y a complexifié la gestion des commandes, face à une consommation imprévisible et au manque de main d'œuvre qui les conduit à simplifier les gammes et la gestion des linéaires. La fermeture fréquente des rayons trad' (surtout par réaffectation de la main d'œuvre pour la préparation des barquettes) a rendu encore plus complexe la vente de viande d'agneau. Cependant, certaines enseignes semblent rouvrir ces rayons qui inspirent confiance aux clients. La demande en agneaux laitiers s'accroît au détriment des races bouchères, ceux-ci correspondant davantage aux ventes en rayon « libre-service » et en Drive. D'où l'importance de promouvoir des découpes non traditionnelles de pièces comme les gigots, notamment celles mises en exergue par Agneau Presto.

Face à cette offre excédentaire et une consommation morose, le principal risque (auquel nous sommes maintenant confrontés) est un engorgement du marché de la viande ovine, provoquant une chute du cours de l'agneau français. C'est une situation très difficile pour la filière puisque la période de Pâques représente bon an mal an 35 à 50% de la consommation annuelle de viande d'agneau en France! Après des cours haussiers depuis la fin de l'année dernière, la baisse de la demande entraîne d'ores et déjà une chute des cours en semaine 13 (fin le 29 mars), bien avant Pâques.



Les sorties étant limitées par cette situation exceptionnelle, les stocks sur pied se constituent en élevages, avec de nombreux reports d'une semaine sur l'autre. Plus de 100 000 agneaux seraient concernés d'ici Pâques, bloqués en ferme. Le report de plusieurs semaines des sorties d'agneaux peut rapidement devenir un problème : ceux-ci risquent de devenir trop lourds et trop gras, voire d'être déclassés de leur appellation d'origine. D'où des pertes de valeur et des surcoûts pour les éleveurs qui ont passé plusieurs mois à préparer leurs agneaux pour l'occasion.

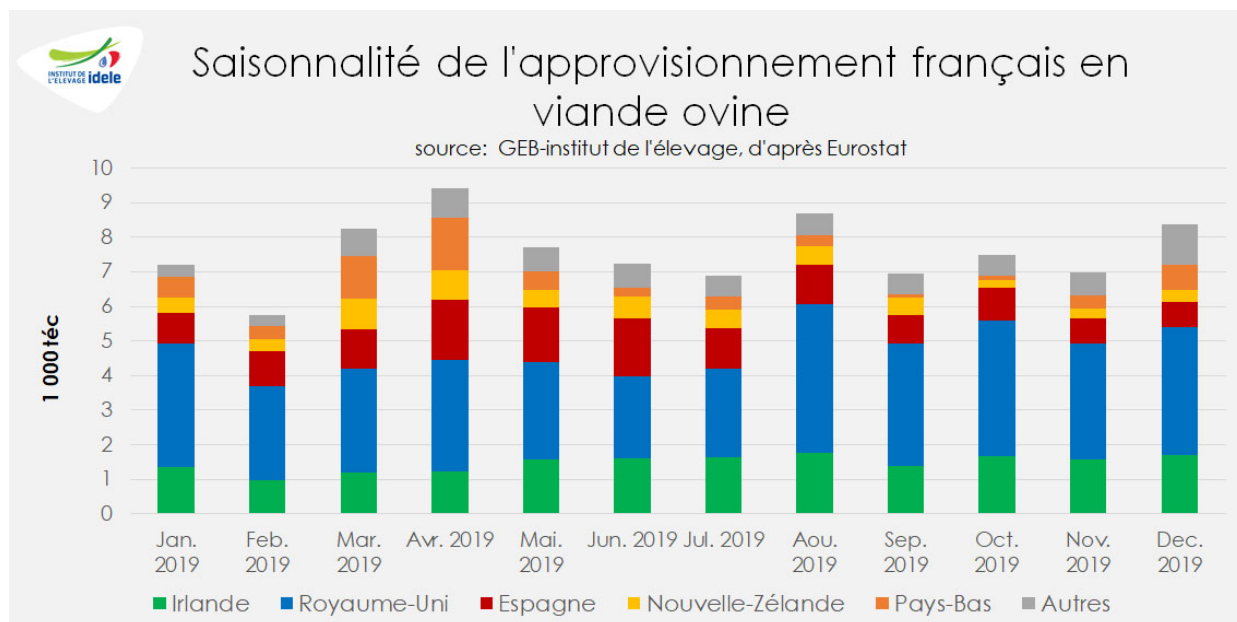
Face à cette situation, les professionnels de la filière en ont appelé à l'Etat, pour trouver des solutions efficaces (stockage privé ou public, exportations de viande ou d'animaux vivants, incitation à mettre les agnelles à la reproduction). La solidarité s'impose et la grande distribution s'engage à promouvoir en premier lieu l'agneau français. Cela pose des difficultés pour certains opérateurs, notamment les importateurs auprès desquels se fournissent les GMS. Ceux-ci ont pour la plupart passé commande depuis longtemps, notamment des gigots d'agneaux néozélandais.

L'export en vif devient ainsi un levier essentiel pour l'équilibre des marchés. Les principaux pays producteurs se démènent pour obtenir des contrats et ainsi pouvoir vendre les agneaux non consommés, dans le but de désengorger leur marché. Les envois vers l'Italie seraient compliqués, principalement à cause d'une pénurie de main d'œuvre. Comme dans tous pays contaminés, le commerce et le transport sont entravés par les règles sanitaires et la pénurie de chauffeurs.

En France, les situations diffèrent selon les zones de production, mais on retrouve des problématiques communes. En effet, les professionnels de nombreuses régions éprouvent de réelles difficultés avec leurs débouchés habituels : problèmes pour écouler les agneaux de lait en Nouvelle-Aquitaine, ramassage au « compte-gouttes » en Occitanie comme dans le Centre-Ouest. Dans le Nord-Est, une coopérative a signalé que près de la moitié des agneaux n'avaient pas été ramassés la semaine dernière (S13) et la situation va probablement perdurer cette semaine. Dans le sud de la France, les Organisations de Producteurs manquent de places et de chauffeurs collecteurs. Les quelques négociants indépendants sont eux aussi bloqués donc ne ramassent pas, ou sont injoignables. En PACA, après trois jours d'activité très intense au début du confinement (les agneaux se sont vendus très vite), les abattages se sont écroulés les quatre jours suivants : arrêt complet des abattages à l'abattoir de Sisteron pendant deux jours. En S14, soit cette semaine, les commandes ont repris. Dans l'Ouest, où la production est bien inférieure à la consommation, la situation semble moins problématique pour les éleveurs.

Dans certaines régions un élan de solidarité est en train de s'organiser, la grande distribution prenant la décision de congeler une part conséquente des gigots néozélandais reçus, et mettant parallèlement en avant l'agneau Français, voire régional. Les agneaux sous SIQO sont souvent prioritaires et le débouché semble beaucoup plus compliqué pour les hors Labels.

Malgré ces divergences, tous se demandent comment gérer l'après-Pâques. Le retard cumulé des sorties d'agneaux risque de perturber le marché français pour plusieurs semaines. Certaines régions, comme le Grand Est et les Hauts de France, étudient par exemple la possibilité de congeler de la viande d'agneau qui serait commercialisée en RHD dans les mois à venir.

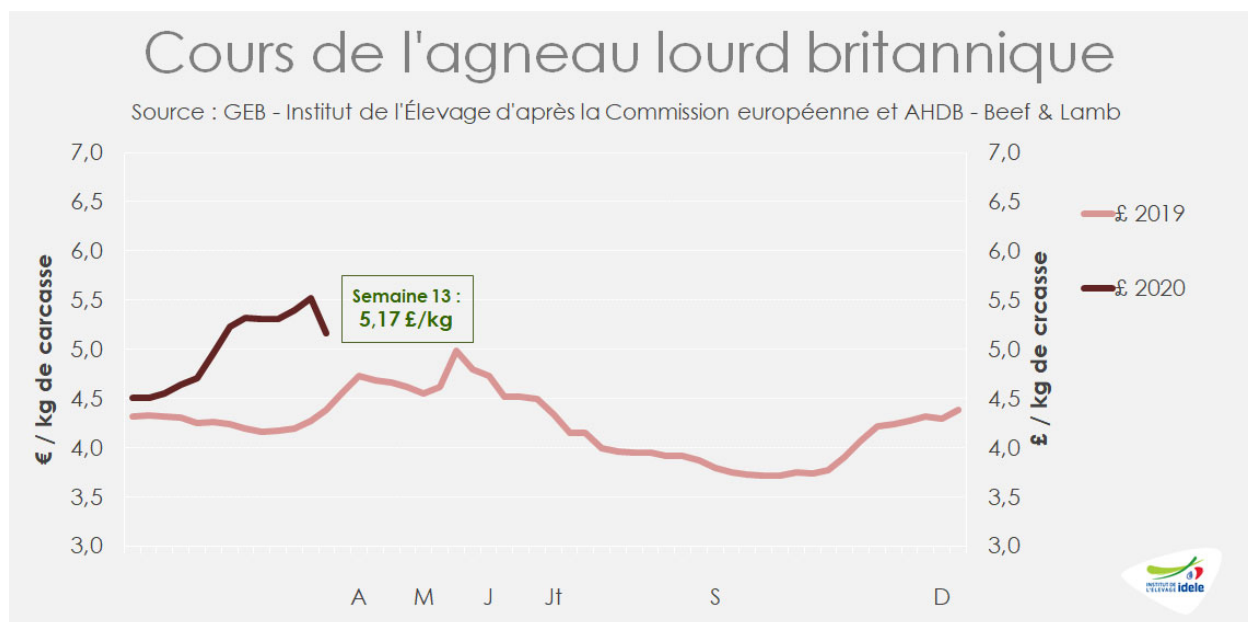


A l'approche de Pâques, la France augmente habituellement ses approvisionnements essentiellement en provenance du Pays-Bas, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et d'Espagne (cf. graphique ci-dessus), ceux en provenance d'Irlande semblant plus stables (du moins en 2019). Cette année la France, comme probablement de nombreux autres pays affectés par le confinement, va privilégier sa propre production face à une demande intérieure fragilisée.

La situation est aussi très compliquée pour les autres pays producteurs de viande ovine touchés par l'épidémie de coronavirus et particulièrement pour les pays exportateurs, tels que le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Espagne ou encore la Nouvelle-Zélande.

Royaume-Uni : consommation intérieure et demande à l'export baissières

Le Royaume-Uni reste notre principal fournisseur pour Pâques et les autres festivités religieuses qui suivent. Selon AHDB, au 26 mars (durant la semaine 13), les grands et petits abattoirs continuaient de fonctionner. La filière ovine britannique est toutefois impactée, d'une part via la baisse des débouchés à l'export (diminution de la demande française) et d'autre part du fait du confinement de sa population, accompagné d'un arrêt de la fréquentation des restaurants et pubs (même la vente de plats à emporter est désormais proscrite !). Or, ce secteur de la RHD permet en temps normal d'écouler des volumes conséquents de viande d'agneau. Du point de vue de la production britannique, la chronologie de la crise est comparable à celle observée en France : suractivité en semaine 12 (221 300 têtes), puis chute des abattages de moitié en semaine 13, s'expliquant notamment par la fermeture de nombreux marchés à bestiaux (essentiels au R-U : ils permettent de commercialiser près de 50% des agneaux finis et 80% des réformes). Ces événements ont engendré un effondrement des cours de l'agneau britannique (certains lots n'ont pas reçu d'offre, dans les marchés de gré à gré restés ouverts). Ces bas prix ont aussi découragé certains éleveurs, qui ont préféré conserver leurs bêtes. Au 25 mars, bon nombre de marchés restaient ouverts, mais avec des règles très strictes et l'impossibilité de commercialiser des reproducteurs.



Irlande : baisse de la demande des principaux clients

En Irlande, on note la perte de nombreux contrats avec la disparition temporaire de la RHD et de l'hôtellerie, sur le marché national comme à l'export. De plus, le transport a été ralenti par la pénurie de containers (suite à l'activité économique perturbée en Chine). En 24h, en début de semaine 13, la tendance jusque-là haussière du cours irlandais s'est inversée, conséquence de l'effondrement de la cotation de l'agneau britannique et de la demande en France. Les ventes sur d'autres marchés d'exportation clés tels que l'Allemagne, la Belgique et les pays scandinaves devraient également diminuer. En l'espace de trois semaines, la cotation irlandaise a perdu 50 centimes (de 6,0 €/kg en S10 à 5,50 €/kg en S13). Le cours de l'agneau irlandais est repassé sous son niveau de l'an passé. Le président de l'IFA (*Irish Farmers Association*), Sean Dennehy, a déclaré sa volonté d'obtenir la mise en place d'un système d'intervention de la Commission européenne.

Les autorités irlandaises ont tardivement imposé le confinement de la population (le 27 mars) : les mêmes changements de comportement de consommation (globalement), menant *in fine* à la baisse de la demande intérieure, vont donc assez vite apparaître en Irlande.

Cotation de l'agneau en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bord Bia



La filière caprine à l'heure du Covid-19

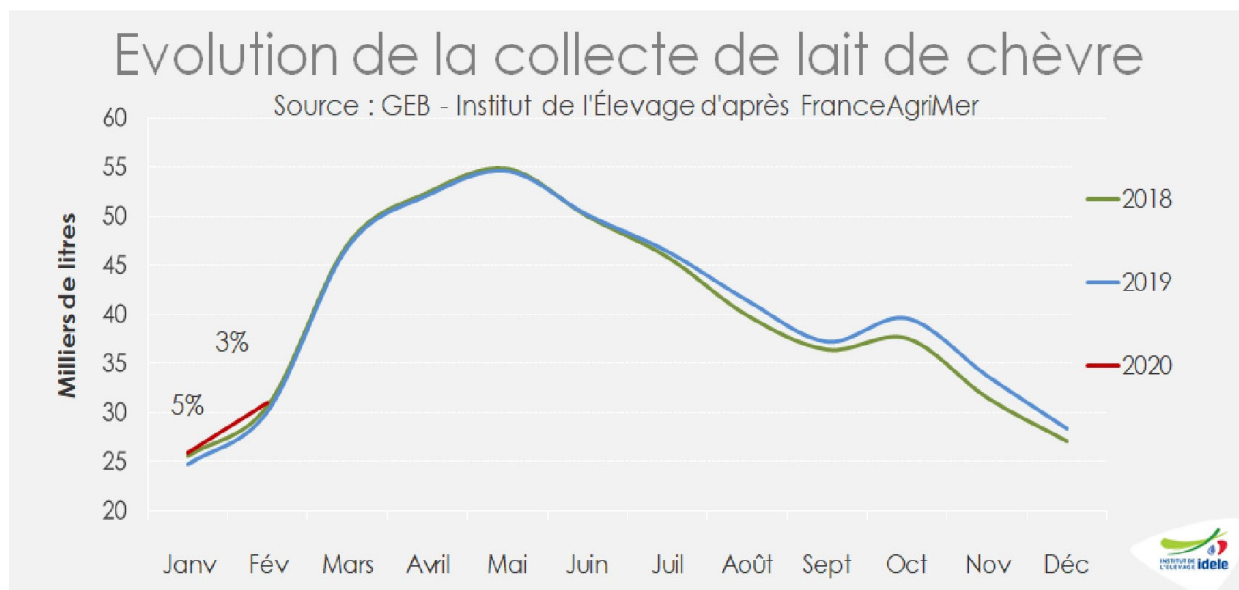
La filière laitière caprine est aussi très impactée par les mesures de confinement en France. La fermeture des établissements scolaires, de restauration commerciale et de la plupart des marchés de plein air (jusqu'en semaine 14 et la reprise dans les plus petits) représentent des pertes de débouchés importants. Face aux seuls achats des ménages, les transformateurs n'ont plus aucune visibilité sur les commandes de distribution en fromages de chèvre d'une semaine à l'autre et le ramassage et les transformations sont aussi affectées.

Le ralentissement des chaînes d'approvisionnement et la fermeture de certains débouchés incitent les transformateurs à contenir la hausse saisonnière de la collecte de lait de vache.

Collecte dynamique début 2020

A 26 millions de litres en janvier 2020, la collecte de lait de chèvre avait progressé de +5% /2019, d'après l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer. Elle aurait progressé en février de près de +3% /2019, d'après ses sondages hebdomadaires.

L'année 2020 a donc démarré fort, grâce au développement de la désaisonnalisation des troupeaux et à la bonne qualité des fourrages stockés en 2019.



La nouvelle campagne à peine lancée, les éleveurs sont incités à lever le pied par les laiteries qui, depuis la mi-mars, sont confrontées à des problèmes logistiques, mais surtout commerciaux. D'une part, elles subissent un absentéisme croissant qui perturbe et ralentit les chaînes d'approvisionnement et de fabrication (arrêts de travail et l'observation stricte de consignes de sécurité). Selon les régions et les sites de production, cette baisse de productivité fluctuerait entre 20% et 25%, mais la situation évolue de jour en jour. Les éleveurs sont donc incités à réaliser une gestion très prudente de la conduite en élevage. La priorité doit être mise dans la gestion sanitaire du troupeau, à pouvoir anticiper la période de réforme ou tarissement des chèvres et ajuster les rations distribuées. Dans certaines situations, le passage de tout ou une partie du troupeau en monotraite peut être envisagée, pour diminuer la production.

Ainsi, les transformateurs doivent assurer le maintien de l'activité dans un contexte inédit, alors que les débouchés des produits transformés sont bouleversés. Simultanément, l'ANICAP sollicite les pouvoirs publics pour déclencher l'aide au stockage privé et la prise en charge de la destruction de lait pour les entreprises concernées.

Des débouchés réduits et imprévisibles

Les restrictions de circulation puis de confinement ont un impact évident sur les achats des ménages qui deviennent le débouché quasi exclusif des produits alimentaires. Le commerce à l'export a été divisé par deux et les ventes à la restauration hors domicile ont fléchi de -85% (quelques structures restent ouvertes, notamment institutionnelles: santé, médico-social, armée...).

Si les volumes de ventes de fromages de chèvre affichaient une progression de l'ordre de +15% en GMS ces dernières semaines, le segment haut de gamme subit des pertes de marchés importantes. En effet, les fromages AOP se vendent principalement dans des circuits spécialisés : seulement 40% des volumes sont vendus dans les GMS. Le profil des commandes des GMS en temps de crise évolue en outre, en privilégiant les produits génériques, délaissant les petites séries. De nombreux magasins ont réduit voire fermé les rayons à la coupe, plus exigeants en personnel, pour simplifier l'organisation du travail et privilégier la mise en barquette en linéaire ou en Drive, d'autant qu'ils font face à un absentéisme croissant.

Fromagers fermiers à rude épreuve

Par ailleurs, la fermeture de la restauration commerciale, puis celle des marchés de plein air affectent directement les fromagers fermiers, positionnés majoritairement sur ces marchés.

Selon les régions, ils ont pu éventuellement livrer leur lait à des laiteries ayant la capacité d'absorber ces volumes, mais à des prix de vente bien moindres que la valorisation habituelle. Ils peuvent aussi reporter l'utilisation du lait (par exemple, en le transformant en pâte pressée, en congelant le caillé ou en stockant les produits de reports). Encore doivent-ils disposer de trésorerie pendant au moins la durée du confinement. Finalement, certains éleveurs sont contraints de détruire leur lait, faute de solutions. D'autres ont cependant l'opportunité de se joindre à des drives fermiers existants ou organisés pour l'occasion, comme à Rennes par exemple.

Cette situation met donc en grande difficulté la filière fromagère de lait de chèvre, qui devra se relever après la crise.